

CONFERENCE - LA DEFENSE EUROPEENNE « UN MOMENT HISTORIQUE » ? (14.03.2018)

Invités:

Thomas PELLERIN-CARLIN : Chercheur à Notre Europe (Institut Delors). (T. P.)

Margaux VISEUR : Chargée de mission à la Représentation Permanente de la France auprès de l'OTAN auparavant DGRIS. (M. V.)

I-La défense au XXIe

Qu'est-ce que l'on défend ? Un territoire, une population, des valeurs, des intérêts

Le type de défense dépend de ce que l'on défend.

A) Défendre le territoire européen :

(T. P.) Le territoire européen défendu via un **point de vue légal** : interdiction d'envahir des pays et guerre considérée comme illégale :

- cf. Chartes de l'ONU (Art .1) et de l'OTAN (Art. 5)
- cf. Art 42.7 TUE clause de solidarité : utilisé pour la première fois en 2015

Les armées ne sont pas des armées européennes mais des armées conventionnelles nationales. La dissuasion nucléaire est utilisée en France et en GB et en Russie qui sont de grandes puissances nucléaires.

(M. V.) On a tendance à penser que la défense du territoire européen se réduit à la PSDC : mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une affaire nationale et que la défense du territoire européen vient aussi de l'OTAN. La différence entre l'Art 5 de l'OTAN et le 42.7 du TUE vient du fait qu'il n'est pas automatique et surtout de la coopération qui suit son utilisation : elle est très peu militaire par nature. La défense du territoire européen passe par l'OTAN et notamment depuis la Guerre Froide on s'est rendu compte que c'était une défense militaire qui fonctionnait

Présence de 400 militaires français dans l'opération Linx (Estonie/ Lituanie) visant à assurer aux Etats membres que les autres membres de l'OTAN ont des armées sur leur territoire.

B) Défendre les populations européennes

(T. P.) Défense qui répond à une logique différente.

En Europe, on peut dire qu'en quelque sorte, défendre le territoire = défendre la population. Mais ce n'est pas nécessairement le cas: les attaques terroristes visent les populations sans répondre à une logique d'invasion du territoire

Il s'agit aussi de défendre les populations européennes hors de l'Europe i.e. les ressortissants

- Ex : en Côte d'Ivoire dans les années 2000 : RESEVAC

De plus il existe un mécanisme dans l'UE de solidarité entre les Etats : évacuation de tous les ressortissants membre de l'UE et pas seulement des ressortissants nationaux.

C) Défense de l'avant i.e. défendre les intérêts/valeurs au-delà du territoire

(T. P.) Il peut s'agir de la défense :

- D'intérêts économiques et notamment d'approvisionnements (ex : pétrole)
- D'intérêts politiques (ex lutte contre les mouvements djihadistes au Sahel)
- De valeurs (se considérer responsable en partie d'un génocide quelque part par exemple = culturel ne serait pas le cas en Chine : raison de l'opération Centre-africaine SANGARIS)

« La guerre c'est la continuation de la politique avec d'autres moyens ». **Clausewitz**

Faire la guerre = faire de la politique : dans le cadre de la guerre on va aussi utiliser les moyens militaires et c'est la seule spécificité de la guerre par rapport à la politique : comme en politique il faut avoir un but précis sinon on perd la guerre.

Spécificité de la guerre à « l'européenne » ne peut être qu'un dernier recours (*ultima ratio*)

- Ex : en 2012 l'Iran cherche à s'équiper en arme nucléaire et Israël menace de bombarder l'Iran les US soutiennent mais pas officiellement tandis que l'UE fait tout pour éviter la guerre donc vision européenne a une spécificité : éviter absolument la guerre (vs. Vision des US)

Panorama des missions passées et suivantes : importance des outils civils : on voit que l'action européenne n'est pas mondiale : se concentre sur l'Afrique, le Moyen-Orient, l'EU donc concentration sur **le voisinage direct**

(M.V.) Mais la différenciation entre le civil et le militaire est parfois floue : mission militaire ne veut pas dire guerre mais veut dire composante militaire. Beaucoup de missions militaires sont des missions de formation : pas nécessairement de combat. La sécurité passe par la stabilisation, le renforcement des capacités de certains pays :

- Ex : EUTM Mali : situation instable donc volonté de ne pas se battre mais combats car défense
- Par contre opération Atalante Somalie etc. : maritime : composante de combat

II - Contexte géopolitique actuel

Eléments de contexte pouvant créer un sentiment de menace et de besoin de se défendre

A) La Russie

(M.V.) Ce midi, le Conseil de l'Atlantique Nord i.e. l'instance politique décisionnelle de l'OTAN déclaration commune sur les événements de Salisbury.

Avant cela : il y a eu l'annexion illégale de la Crimée (2014) i.e. modification des frontières d'un pays européen par la force. Cela a changé la donne

Réponse politique au niveau de l'UE : sanctions.

Réponse au niveau de l'OTAN : duale. On se pose la question de l'après et notamment le flan Est de l'alliance avec pays baltes etc.

- **Maintien du dialogue jugé essentiel** : on souhaite conserver des canaux de communication : pour réduire les risques et cela se fait au niveau du Conseil OTAN/Russie qui s'est réuni trois fois en 2017. Lors de ces réunions le sujet de l'Ukraine est toujours abordé et les discussions se veulent franches avec toujours pour but de déconflicter
- **Mais renforcement de la posture de dissuasion et de défense** : déploiement de troupes sur le flan est de l'alliance EFP (bataillons multinationaux dans les 3 pays baltes et en Pologne avec un lead allemand en ce moment). Le but est de montrer qu'ils peuvent envoyer de personnels à la frontière. Le but n'est pas de provoquer mais bien montrer que l'on est là : il s'agit de dissuader et rassurer

Il n'est pas anodin d'avoir une présence militaire renforcée sur le territoire de l'UE mais au niveau de l'EFP, on s'est rendu compte que la mobilité du personnel et du matériel était parfois difficile : donc volonté d'accroître la mobilité militaire à travers les frontières européennes.

B) Le Moyen-Orient et les Printemps arabes

(T. P.)

- **Conflit israélo-palestinien** toujours actifs et réactivé par les déclarations de Trump notamment sur la capitale.
- **Egypte** : de nouveau sous le contrôle de l'armée
- Absence d'Etat en **Lybie**
- **Tunisie** : principal succès des Printemps arabes.
 - Intéressant du point de vue de la politique européenne de voisinage. Il y a dix ans nous européens allions « enseigner la démocratie etc. » aux voisins. Sauf que depuis et selon *Freedom House*, la Tunisie est un Etat plus libre que la Hongrie par exemple.
- Question de l'**Algérie** sur le fil
- **Maroc** : puissance réelle avec influence sur l'Afrique subsaharienne et le Sahel : monarque considéré comme légitime dans un pays stable

Il y a donc beaucoup de fragilités qui font que la situation est plus critique aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2010 (à l'exception du Maroc et de la Tunisie).

L'Afrique doit être considérée comme un continent en révolution : bouillonnement avec population jeune, révolutions sociales, territoriales, géographiques et mouvements islamistes violents qui s'inscrivent dans ce cadre.

- Il faut savoir qu'une des premières raisons qui motivent les jeunes soldats de rejoindre Boko Haram : ils offrent un mobylette à ceux qui les rejoignent : cela permet la mobilité et le phénomène de radicalisation, si radicalisation il y a, survient seulement après.
- Le mouvement le plus proche de Boko Haram dans son organisation ce n'est pas Daesh ni Al Qaida aujourd'hui mais l'Armée de libération du seigneur Joseph Kony : même structure, peuples marginalisés dans leur pays, remettant en cause un système politique injuste, discours social puis violence extrême avec mouvements de raids etc.

Il y a 10 ans la situation était donc plus stable et l'UE avait pour objectif de créer un *Ring of Friends* : maintenant on parle plutôt de *Ring of Fire*. Cela ne touche pas directement l'UE pour l'instant, la seule façon dont ça nous touche directement c'est le terrorisme qui n'est pas une **menace** pour l'UE actuellement. Il peut tuer mais pas porter atteinte à ce que nous sommes en tant qu'Européens. Par contre ce qui peut porter atteinte à ce que nous sommes, c'est la réponse apportée au terrorisme. Les terroristes cherchent du temps de cerveaux disponible : et on en prend de plus en plus conscience.

- En ce moment au UK on discute sur comment informer après le terrorisme : réduire l'information à 10 minutes de faits puis interdire d'en parler ? Comment le faire en démocratie et à l'heure d'internet ?

(M. V.) Mais même si l'on considère que ce n'est pas une menace (pas tout le monde) il y a une réelle perception de la menace qui vient créer des attentes des Européens qui sont pour plus de sécurité et voire plus de défense au niveau de l'UE.

C) *Les Etats-Unis de Trump*

(T. P.) Après son élection on avait l'impression que les US allaient se retirer de la défense européenne puisque Trump a dit que l'OTAN était obsolète et trop chère, et surtout il n'a pas mentionné l'Art 5 dans son discours. C'était la première fois pour un président des US : et la réaction de Merkel a été de souligner que l'Europe devait prendre son destin en main.

(M.V.) Mais ce tableau est à nuancer. Les troupes américaines sont toujours sur le territoire européen pour défendre son flanc Est. De plus, il n'est pas nouveau d'entendre de la part d'un président des US ce genre de reproches faits à l'OTAN et particulièrement sur son coût (avec insistance historique sur une nécessité de *burden sharing*)

III – Récents développements de la défense européenne

(T. P.) En réaction au contexte : les avancées de la défense européenne depuis un an sont plus grandes que toutes celles réalisées durant les 60 dernières années. Nous sommes donc clairement dans un moment historique avec des avancées majeures en même temps.

Les outils actuels de la défense européenne :

- **MPCC** : appelé dans les médias un QG européen i.e. état-major européen demandé par la France et l'Allemagne depuis longtemps mais jusqu'ici les US exercé leur veto sur le projet. Levé après le vote du Brexit. La Haute Représentante dit comment se déroule une opération et définit les modalités de la collaboration entre armée et citoyens
- **CARD** : semestre européen. Au lieu de faire de la planification de défense de façon isolée on va essayer de coordonner ça pour rapprocher les calendriers : a vocation à devenir obligatoire. L'objectif est de faire en sorte qu'on arrive à une coordination européenne des défenses : pour l'instant petits pas :

(M.V.) Une des raisons pour lesquelles ces mécanismes ne sont pas encore obligatoires est que cette coordination des processus de dévelpt capacitaire existe au niveau de l'OTAN : tous les ans chaque Etat allié remet à l'OTAN une revue de ses capacités et au niveau de l'OTAN, suit un processus qui consiste à donner des recommandations mais plus que ça : 29 Etats vont analyser document de chaque pays.

Souligne les manques de matériel par exemple, les nécessités de développement ou encore les surplus. Ce processus est obligatoire car il s'agit d'une alliance militaire

(T. P.)

- **Fond Européen de Défense** : première fois dans l'histoire de l'UE qu'on utilise de l'argent européen pour acheter un matériel militaire : il y a quelques mois même on ne pouvait pas utiliser l'argent européen pour acheter une tente qui serait utilisée par des militaires. Idée d'avoir à terme 5 milliards d'euros par an pour acheter du matériel militaire. Recherche militaire : à terme 500 millions d'euros de recherche européenne : a provoqué des désaccords au niveau de la Commission.
- **EDIDP** (programme de développement industriel de défense européen) Développement industriel et capacitaire : PE en plénière cette semaine a voté sur le rapport : proposition de la Commission et a accepté ouvrant donc le début des négociations Conseil/ PE. Idée de financer un projet de développement européen : quelle phase financer ? (recherche/ prototype ?) : projet donné à la commission parlementaire de l'industrie du qui n'a jamais entendu parler de défense donc changement culturel venant de la Commission et aussi au PE avec considération nouvelle pour la défense européenne.
- **PESCO ou Coopération Structurée Permanente** : originellement dans le traité de Lisbonne avec l'idée initiale d'avoir une espèce d'avant-garde avec quelques Etats puis lanceraient la coopération en défense ambitieuse sur un élément précis puis avec Schengen cette avant-garde serait rejointe par d'autres pays.

Mais une fois le **traité de Lisbonne** entré en vigueur personne s'en est saisi à part les Belges qui ont essayé : Junker qualifiait la PESCO de « belle au bois dormant » le prince charmant qui a réveillé c'est le Brexit et Trump

Initiative franco-allemande étendue avec l'Espagne et l'Italie : affrontement entre deux visions :

- Version ambitieuse de la PESCO menée par un groupe restreint d'Etats
- Version plus inclusive et règles plus flexibles

// débat sur la zone euros mais les clichés sur les pays sont infondés : sur le débat de la zone euro les Allemands voulaient des règles donc se sont présentés comme ça mais maintenant pour la PESCO ce n'était pas le cas.

Finalement c'est la version inclusive qui a gagné : lancée en décembre dernier sauf Danemark : coopération sur 25 Etats (sans Malte).

(M. V.) **PESCO** = 17 projets. Elle fonctionne sur base de modules : Un module = un projet proposé par un ou plusieurs Etats membres et sera ensuite développé.

Pour l'instant on a une liste initiale de 17 projets et parmi eux il y a des projets opérationnels, d'autres sont capacitaires, d'autres portent sur la mobilité militaire.

En cela « moment historique » : 17 projets inédits. C'est une évolution intéressante et pour revenir sur le projet de mobilité militaire car c'est ce qui a le plus de résonance à l'OTAN, il a été porté par les Pays-Bas. Il s'agit d'un projet avec de nombreux participants : très inclusifs. Intéresse l'OTAN car en déployant des bataillons multinationaux, elle a rencontré des difficultés et ne peut rien y faire : il

s'agissait d'un « Schengen militaire » voulu par les Pays-Bas mais terme abandonné (notamment par rapport à la Turquie) mais pas par la Presse. Flagship de la coopération OTAN/UE

(T. P.) Beaucoup critiques dans la presse quant à la PESCO et au développement de l'UE de la défense. Ces critiques sont-elles fondées ? En tout cas on sent une peur du côté des US qui ont des intérêts industriels à défendre.

Les critiques émanant de l'administration Trump montre la PESCO comme une forme de protectionnisme. Mais elles sont infondées.

(M. V.) Autre critique faite : laisserait les Alliés européens de côté : infondée car l'accent mis sur le fait de ne pas dupliquer l'OTAN surtout pour des Etats avec culture très otanienne : qui vont s'assurer d'un développement complémentaire à l'OTAN

22 des EM de l'UE sont membres de l'OTAN et 90% des citoyens de l'Alliance sont sur le territoire de l'UE : le but est donc bien de renforcer un piler européen qui va bénéficier à l'ensemble du territoire de l'alliance

(T. P.) Pour autant il y a des critiques réelles à prendre en compte et une partie du succès de la PESCO va sûrement dépendre de la capacité des Européens à défendre leur projet.

IV - Les développements envisageables dans le futur

Coopération UE/OTAN : développement de la coopération pratique et politique cette coopération a déjà pris depuis deux ans une ampleur jamais prise avant.

Relations interpersonnelles qui fonctionnent bien, volonté politique de bcp d'Alliés et d'EM de développer cette coopération

- Va se traduire de façon pratique en **juillet 2018**: sommet moment important où on considère que coopération avec l'OTAN considérée comme priorité

Hypothèses de M.V ; avec le Brexit le RU va en profiter pour accroître sa présence et son influence dans l'OTAN mais les inconnues qui persistent :

- volonté changeante de l'admin Trump
- Alliés pas vraiment fiables ou en tout cas positions inconnues

L'Alliance a perduré à des moments où l'on pensait qu'elle allait s'écrouler et tout le monde y voit son intérêt => il est intéressant de voir que même dans des climats compliqués : il y a possibilité de prendre des décisions en consensus

- Initiative européenne d'Intervention : en dehors de ce qui a été évoqué précédemment : initiative nationale lancée par Macron en septembre : mécanisme militaire d'échange d'officier plus poussé : initiative que la France veut étendre à toute l'Europe et question de ce que ça va donner en pratique :

(T. P.) : cela dit qqch de l'approche des questions européennes par Macron ; ne connaît pas l'UE et ne veut pas la connaître. Il ne va pas chercher les compromis mais veut une France en grand. L'initiative

européenne d'intervention a été mis dans son discours par un haut fonctionnaire des armées : préparée par les militaires 3 jours avant et après ça les alliés européens ce sont demandé ce que c'était :

Concurrerai à l'UE ? car sur la défense et l'innovation pas de sens en terme politique suspicion des Allemands et des voisins: IEI ne se fera probablement pas et sera intégrée dans autre chose

Ce qui peut réussir dans la PESCO :

- **CROC *Crisis Response operation Core*** : toutes les compagnies militaires capable d'intervenir maintenant : ex effondrement en Algérie besoin de créer couloir humanitaire l'UE : ne sait pas les moyens disponibles dans les EM : avec la CROC on saurait et on irait voir les EM pour demander les bons soldats disponibles et entraines donc toujours souveraineté sur l'engagement de la force

Sur un volet plus structurel :

- Il pourrait être probant de répliquer la coopération entre Pays-Bas et Belgique : flotte belge et néerlandaise totalement intégrées : les deux pays se sont mis d'accord pour acheter le même matériel. Cela pose des limites à la souveraineté nationale mais il s'agit d'une économie d'échelle sur une capacité militaire ce qui permet de payer 1/3 du cout initial. L'achat et cette coopération de 22 ans s'intègrent à ce niveau-là : frégate belge achetée par l'Etat belge avec argent belge mais en accord avec Pays-Bas qui ont acheté le même modèle. Maintenance par les pays bas mais en contrepartie sur de plus petits bateaux : maintenance belge. Ce système permet de faire une économie de 30% (10 milliards) et surtout il permet un certain niveau coopération. L'intégration est réussie car les équipements militaires sont calqués sur un modèle étranger ce qui rend les deux systèmes opérationnels. Mais à la fin c'est toujours la souveraineté nationale qui prime : le soldat belge qui répond à l'autorité belge

⇒ **La création d'une culture stratégique commune est l'un des points les plus importants : pour la réussite de la PESCO et cela passe par des aménagements structurels**

Aujourd'hui les européens n'ont pas le même cauchemar ce qui pose un problème pour les outils de défense qui visent à protéger des pires cauchemars.

- Pire cauchemar dans les pays baltes : l'annexion. Un penseur bulgare a dit « être européen c'est sur chaque sujet prendre le point de vue le plus vulnérable en Europe » donc quand on pense à la Russie il faut prendre le point de vue balte ou finlandais
- Alors qu'en France le cauchemar serait plutôt Africain

Connaitre cette divergence est essentiel pour la réussite de la PESCO

V - Questions

Q1 : Quels-sont vos parcours scolaires respectifs ?

Margaux Viseur et Thomas Pellerin-Carlin ont tous deux été en Affaires européennes à Sciences Po Lille puis au Collège d'Europe.

Q2 : L'OSCE est plus large que l'Europe continentale, que dire sur cet organisme et sur son développement ?

(M.V.) : OSCE = 58 Etats participants. Cette organisation avait perdu de sa substance jusqu'à l'Ukraine. Elle a été la seule organisation capable d'y intervenir. Elle travaille avec l'OTAN sur certains dossiers et reste pertinente notamment sur la maîtrise des armements. Il y a possibilité de dialogue et de décision sur des sujets de maîtrise des armements. Mais la situation reste compliquée car les Russes ont suspendu leur application a plusieurs traité internationaux d'importance. L'organisation est compliquée car elle implique un dialogue avec ces pays qu'on ne peut pas avoir au sein de l'UE. Mais ces dialogues sont moins politiques qu'au sien de l'Europe ce qui les facilitent.

Q3 : En cas d'ingérence de la Russie dans les Etats baltes y aurait-il une réaction différente de celle pour la Crimée ?

(M.V.) Tout dépend de ce que l'on entend par ingérence en ce moment on évoque souvent l'« ingérence » dans les élections américaines. Ce concept peut englober beaucoup de choses et notamment des activités hybrides.

L'ingérence dans les pays baltes existe déjà mais si on se retrouve avec une invasion ou une attaque armée : il y aura une réaction sans commune mesure qu'avec l'Ukraine. L'Ukraine est un partenaire voisin alors qu'Etats baltes sont des Etats Membres. S'il y a une attaque armée contre Etat balte ouisque l'on rentrerait dans les prévus par l'Art. 5. Mais c'est un scénario peu probable. Il ne s'agira pas d'attaque avec char à la frontière mais cela sera surement plus insidieux et subtile qui interrogera la position du curseur.

L'ingérence est une notion a la mode Bruxelles : la guerre hybride engendre une inquiétude autour de cette notion mais elle a tjrs existé. L'inquiétude porte sur le fait qu'avant on était des émetteurs et maintenant nous sommes des receveurs.

(T. P.) Nécessité de dézoomer et de prendre en compte l'influence chinoise

Nombre de personnes présentes : 34

Président de Visions d'Europe : Elodie Schutz

Responsables du Pôle Conférences : Damien Bertrand, Mathilde Ruiz, Claire Vandewalle

Secrétaire du Pôle Conférences : Eline Blanchard